



ASSISES DE LA COOPERATION DECENTRALISEE

AGADIR , 19 – 20 FEVRIER 2008

Déclaration finale

Les élus des collectivités locales marocaines et françaises réunis à Agadir les 19 et 20 février 2009 à l'occasion des Assises de la coopération décentralisée organisées autour du thème « partager de nouvelles orientations pour la coopération décentralisée maroco-française », ont dressé un bilan de leur action depuis les assises de Fès en juin 2001 et réfléchi à de nouvelles perspectives à donner à cette coopération.

Ces rencontres qui associent également la société civile, s'inscrivent dans le contexte des grands changements que connaît aujourd'hui le Maroc en matière de développement économique, de la consolidation de la démocratie locale et du rôle à donner aux autorités locales élues dans le développement de leur territoire. Elles s'inscrivent aussi dans le cadre de l'Union européenne et particulièrement à travers le rôle essentiel du Maroc et de la France pour faire vivre l'Union pour la Méditerranée.

Les élus locaux marocains et français :

- partagent la même vision et les mêmes préoccupations exprimées dans les débats et les échanges fructueux issus des travaux des Assises d'Agadir ;
- sont conscients que la coopération décentralisée doit toujours se développer dans le cadre de relations profondes et exemplaires qui lient les deux états. Ils s'engagent à approfondir et construire dans le cadre de solutions innovantes des partenariats qui mettent en place des dispositifs de coopération efficaces, diligents et orientés vers le citoyen ;
- considérant que le développement des collectivités locales marocaines et françaises doit prendre en considération les nouveaux instruments de l'Union européenne et le statut avancé accordé par l'UE au Maroc, expriment leur volonté de développer des coopérations qui favorisent les échanges économiques et l'intégration de l'action des collectivités locales dans ce nouveau contexte européen.

Les élus marocains et français présents aux Assises se félicitent des progrès enregistrés en matière de décentralisation et de gouvernance locale. Parmi tous les outils de la coopération maroco-française, le Programme d'Accompagnement au processus de Décentralisation marocain (PAD), a permis d'expérimenter de nouveaux leviers. Forts de leurs acquis, les élus présents aux Assises recommandent aux états marocain et français de :

- consolider, tout en les améliorant, les dispositifs d'accompagnement, de coordination et d'évaluation ;
- mettre en place de nouveaux mécanismes institutionnels et financiers plus efficaces ;
- soutenir la création d'une instance de concertation dédiée à la coopération décentralisée permettant la mise en cohérence des actions et des financements pour la promotion et l'accompagnement des initiatives de coopération décentralisée ;
- doter cette instance d'un fonds d'appui alimenté par des ressources provenant des deux états et de toute autre source ;
- œuvrer pour le renforcement de la déconcentration administrative en tant qu'appui incontournable au processus de décentralisation ;
- définir et préciser le rôle des administrations déconcentrées en matière de coopération décentralisée ;
- soutenir les associations des collectivités locales pour la création, au niveau de chaque région, d'un comité de promotion de la coopération décentralisée ;
- promouvoir la coopération décentralisée au niveau des communes rurales par la mise en place de programmes pilotes de coopération de territoire à territoire ;
- instituer le principe de la coopération multipartite autour d'actions prioritaires inscrites dans la stratégie du plan national marocain de renforcement de la décentralisation à l'horizon 2015.

Les élus marocains et français proposent un rythme triennal pour les Assises de la coopération décentralisée maroco-française.